

Tarif des douanes

défie le gouvernement de définir cette stratégie, parce que jusqu'à présent il ne l'a pas fait.

● (1630)

Le président suppléant (M. Paproski): Des questions ou des observations?

M. Angus: Monsieur le Président, après avoir écouté l'excellent exposé de mon collègue, je veux revenir sur la question soulevée par l'orateur précédent. A toutes fins pratiques, le projet de loi instaure le libre-échange pour la machinerie utilisée dans les mines. Puisque le Canada ne fabrique pas de ces machines, le député peut-il nous dire comment les Canadiens pourraient développer ce secteur? Devront-ils réclamer une aide gouvernementale pour créer une industrie, ou existe-t-il un autre moyen?

M. Langdon: Monsieur le Président, je remercie mon collègue de soulever une intéressante question. L'an dernier, quand nous avons entrepris de déterminer nos capacités d'exportation, nous avons été agréablement surpris en découvrant les liens qui se tissent entre nos entreprises d'électronique et l'Association minière du Canada. Ces entreprises tentent de s'implanter dans la fabrication de matériel minier en profitant d'innovations remarquables dans les systèmes de contrôle électronique, en les adaptant au matériel spécialisé utilisé dans les mines. Je ne pense pas que la meilleure façon de les aider soit de supprimer toute protection tarifaire. La solution consisterait à conclure des accords avec les grosses multinationales minières implantées au Canada par lesquels elles s'engageraient à acheter du matériel au Canada contre certaines concessions fiscales de la part du gouvernement. Nous avons toujours soutenu ici même que ces avantages conditionnels sont plus judicieux que les largesses spontanées qu'ont prodiguées les gouvernements libéraux et conservateurs.

Nous demandons au gouvernement d'inciter les compagnies Spar et Inco par exemple, à accepter une telle collaboration. Cela rendra possible la création d'un grand nombre d'emplois. Je ne pense pas qu'il faudrait avoir recours aux subventions directes comme le redoute mon collègue, mais il nous faut pouvoir compter sur une stratégie industrielle globale qui nous a toujours fait défaut et dont nous avons tellement besoin.

M. Brisco: Monsieur le Président, le député a parlé d'aider la société Spar. Est-il au courant des contrats qu'elle a obtenus depuis quatre ou cinq ans? Pour sa gouverne, ces contrats s'élevaient à \$159,345,000 en 1985. Croit-il vraiment que la société Spar a besoin d'aide?

M. Langdon: Monsieur le Président, la question portait sur les machines utilisées pour l'exploitation minière. Le député sait bien qu'il s'agit d'un nouveau domaine d'activités pour

cette société. Malgré tout, elle s'interroge sur les possibilités qu'elle offre ce nouveau domaine et elle s'est associée à l'Inco pour en avoir le cœur net. Inco fournit les compétences dans le secteur de l'équipement minier et Spar en fait autant pour les systèmes électroniques de contrôle des données.

Nous importons 90 p. 100 du matériel d'exploitation minière dont nous avons besoin. Je considère donc qu'il est honteux qu'un pays dont l'activité minière occupe une telle place dans l'économie n'ait pas réussi à mettre au point les machines nécessaires à ce secteur. Je suis donc fort heureux que le secteur privé donne le ton dans ce domaine. Nous espérons, de ce côté-ci de la Chambre, que d'autres entreprises privées se conduiront en bons citoyens comme cette compagnie. Mais je crois aussi, contrairement peut-être au parti d'en face, que le gouvernement doit donner le ton en soutenant le secteur privé lorsqu'il accepte de relever de nouveaux défis. Grâce à l'association de l'État et du secteur privé dans un domaine où les importations de matériel occupent une telle place, il est possible de créer les milliers d'emplois dont nous avons si cruellement besoin.

M. Brisco: Monsieur le Président, le député devrait comparer les pratiques commerciales de notre industrie dans ce domaine avec celles des pays européens. Ces pays offrent de mettre à notre disposition leurs derniers modèles pour que nous les essayions dans nos principales mines. Par contre, nos fournisseurs frappent à la porte de nos grandes entreprises minières pour leur demander carrément d'acheter un matériel de 150 millions de dollars. Pas surprenant que les Européens occupent ce marché.

M. Langdon: Monsieur le Président, le député vient de faire la preuve que le dynamisme et le soutien d'un gouvernement sont nécessaires pour sensibiliser les producteurs canadiens aux possibilités d'un tel marché. Je disais donc que Spar et Inco sortent des sentiers battus avec cette initiative qui pourrait bien nous rendre plus entreprenants et beaucoup plus concurrentiels dans le secteur de l'équipement minier. Je compte donc sur le député pour convaincre, lui aussi, son gouvernement de prendre les choses en main en remédiant à certains problèmes qu'il a signalés.

Le président suppléant (M. Paproski): La période des questions et des commentaires est maintenant terminée. La Chambre est-elle prête à se prononcer?

M. Hnatyshyn: Monsieur le Président, les leaders à la Chambre des partis représentés ici ont eu des entretiens à ce sujet. Je crois qu'ils sont tous d'accord pour adopter maintenant la motion suivante. La motion est la suivante: